

Procès-verbal du Conseil communal du 26 juillet 2016 :

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D’Haese-Leuridant M., **Echevins**,
Dubois G., Pottiez P., Breuse E., Senecaut M., Robette-Delputte F.,
Decamps P., Delhayé J., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C., Egels E.,
Petit N., **Conseillers**,

Gillard S., **Directeur général**.

Excusés : Chanoine V., Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Hallot J.P., Vanderkel
A., **Conseillers**

Monsieur Demoustiez arrive au cours du point 3

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 28 juin 2016 – partie publique –
approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve à 14 voix « pour » pour 2 « abstentions », le procès-verbal de la séance du 28 juin
2016, partie publique

-
2. **Finances** –Situation de caisse au 4 juillet 2016 – **information**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Prend connaissance de la situation de caisse.

-
3. **Finances** – Projet de convention entre la Commune de Jurbise et la Fabrique d’Eglise
de Vacresse - garantie à l’égard des investissements communaux en cas de cessation
des activités de la Fabrique – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Considérant qu’au cours de l’année 2014, l’ancienne cure de Vacresse, propriété de la Fabrique d’Eglise de Vacresse, transformée en logement et gérée par celle-ci, a été victime d’actes de vandalisme conséquents, rendant son usage normal impossible ;

Considérant que la Fabrique d'Eglise de Vacresse sollicite, dans sa modification budgétaire n°1 du service extraordinaire de l'exercice 2015 de son Budget, l'octroi d'un montant de 52.429,64€ destiné à permettre à la Fabrique de procéder aux réparations rendues indispensables tant par une certaine vétusté du bien que par les actes de vandalisme dont ce bien a été victime ;

Considérant toutefois que les perspectives budgétaires et de développement à moyen et long terme de la Fabrique d'Eglise de Vacresse, ont fait l'objet, depuis 2015, de nombreuses interrogations et entrevues impliquant les responsables de la Fabrique, les représentants communaux ainsi que les autorités de tutelle régionales et les représentants de l'Evêché de Tournai, tenant notamment compte du fait que ce dernier a décidé de ne plus organiser la pratique du culte dans l'Eglise de Vacresse ;

Considérant que les actes de vandalisme qui ont touché l'ancienne cure de Vacresse ont empêché toute continuité dans la mise en location du bien, contribuant à aggraver la situation financière de la Fabrique et renforçant la nécessité de faire intervenir l'Autorité communale dans le financement des travaux de rénovation devenus indispensables dans ce bien ;

Considérant toutefois que le Conseil communal souhaite faire preuve d'une prudence des plus élémentaires à l'égard d'un investissement relativement conséquent demandé par la Fabrique d'Eglise, alors qu'aucune garantie ne peut, à ce jour, être donnée au Conseil communal quant au fait que l'investissement demandé bénéficiera uniquement, sur le long terme, à la Fabrique d'Eglise ;

Considérant en effet que le Conseil communal s'estime en droit d'exiger que l'investissement demandé de 52.429,64 € - montant établi sur base d'un devis établi en 2014 et dès lors susceptible d'être revu à la hausse par la conclusion d'avenants – permette de rénover un bien appartenant à la Fabrique d'Eglise et à elle-seule, et que ce bien ne fera, dans un avenir plus ou moins proche, l'objet d'aucune vente, cession ou donation ;

Considérant qu'il est par conséquent proposé de conclure une convention avec la Fabrique d'Eglise de Vacresse, par laquelle celle-ci s'engage, dans certaines conditions et circonstances prédéfinies, à faire en sorte que la Commune de Jurbise récupère l'investissement consenti, à savoir 52.429,64 € augmenté des avenants éventuels ;

Considérant qu'en cas d'accord du Conseil communal sur cette proposition, la présente délibération sera annexée à la convention qui sera établie en deux exemplaires et signée par les parties ;

Considérant que, le cas échéant, le Conseil communal marque son accord sur la désignation de la Bourgmestre et du Directeur général pour représenter la Commune à la signature de la convention ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 11 juillet 2016 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - De marquer son accord sur la proposition de convention entre la Commune de Jurbise et la Fabrique d'Eglise de Vacresse portant sur la garantie à l'égard des investissements communaux en cas de cessation des activités de la Fabrique.

Article 2. - De désigner Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général de la Commune de Jurbise pour représenter la Commune à la signature de la convention.

Article 3. - D'annexer un exemplaire de la présente délibération à la convention entre la Commune de Jurbise et la Fabrique d'Eglise de Vacresse portant sur la garantie à l'égard des investissements communaux en cas de cessation des activités de la Fabrique.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération, accompagnée de la convention signée par les parties, à l'Evêché de Tournai pour information ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

4. Finances – Modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise de Vacresse – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 30 septembre 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre-Dame de Vacresse à Herchies a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015 de la fabrique d'église a été réceptionnée en date du 26 octobre 2015 à l'Administration Communale de Jurbise ;

Considérant qu'une majoration de 47.539,85€ a été inscrite à l'article 58 du service extraordinaire de la modification budgétaire de la fabrique d'église afin de réaliser des réparations au presbytère ;

Considérant que suite à cette augmentation, le total des dépenses extraordinaires s'élève à 52.429,64€ ;

Considérant la convention qui sera signée entre la fabrique d'Eglise Notre Dame de Vacresse et l'Administration Communale de Jurbise, relative à la garantie accordée à l'égard des investissements communaux en cas de cessation des activités de la Fabrique, et portant spécifiquement sur ce montant de 52.429,64 € sollicité en modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015 du budget de la fabrique ;

Considérant l'approbation par le Conseil communal, en la même séance du 26 juillet 2016, quant à la proposition de conclusion de la convention évoquées ci-dessus ainsi que sur son contenu et ses modalités ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 n'implique, sur base de la convention évoqué ci-dessus, aucune remarque supplémentaire de la part de l'Administration ;

DECIDE à 15 voix « pour » et 2 « abstentions » :

Article unique : La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies est approuvée.

-
- 5. Secrétariat** – Adhésion à la Convention de partenariat 2017-2019 entre la Commune de Jurbise et l'ASBL du Contrat de rivière du sous-bassin hydrographique de la Haine et désignation de deux représentants (effectif-suppléant) auprès de l'Assemblée générale du Comité de Rivière de l'ASBL – **approbation**

Monsieur Delhaye interroge la Présidente sur la localisation exacte du sous-bassin hydrographique de la Haine. La Présidente, le Directeur général et Monsieur Dessilly lui répondent.

La Présidente propose de désigner Monsieur Dessilly comme représentant effectif communal, et invite le groupe PS à désigner le représentant suppléant. Monsieur Delhaye est proposé par le groupe PS.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2008 (M.B. du 22 décembre 2008) modifiant le Livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau, relatif aux contrats de rivière, et qui abroge la circulaire ministérielle du 20 mars 2001 relative aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des Contrats de Rivière en Région wallonne (M.B. du 25 avril 2001) ;

Vu le décret relatif au livre II du Code de l'Environnement constituant le "Code de l'Eau" voté par le Parlement wallon le 27 mai 2004 ;

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2001 délimitant les bassins et sous-bassins hydrographiques en Région wallonne ;

Vu les termes de la convention du 4 décembre 1998 relative à l'élaboration d'un Contrat de Rivière pour le bassin de la Trouille entre la province de Hainaut, les communes d'Erquelinnes, d'Estinnes, de Frameries, de Quévy et la ville de Mons ;

Vu l'engagement des acteurs de l'eau du bassin de la Trouille en vue d'exécuter le 1^{er} programme triennal d'actions du Contrat de Rivière de la Trouille signé le 22 mars 2007, dans le respect d'une large concertation ;

Vu l'adhésion des villes et communes d'Anderlues, Binche, Boussu, Colfontaine, Dour, Erquelinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, La Louvière, Mons, Morlanwelz, Quévy, Quiévrain et Saint-Ghislain par l'accord de leur Conseils communaux, ainsi que la Province de Hainaut pour la formation du Contrat de Rivière du sous-bassin hydrographique de la Haine en janvier 2009 ;

Vu l'engagement de ces villes et communes et de la Province de Hainaut pour l'extension du programme d'actions du Contrat de Rivière de la Trouille, pour l'établissement du diagnostic sur les cours d'eau et pour l'étude du programme triennal d'actions 2011-2013 ;

Vu l'engagement des villes et communes d'Anderlues, Binche, Colfontaine, Dour, Erquelinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, La Louvière, Mons, Morlanwelz, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain et Soignies par l'accord de leur Conseils communaux, ainsi que la Province de Hainaut pour l'exécution du programme triennal d'actions 2011-2013 ;

Vu l'engagement des villes et communes d'Anderlues, Beloeil, Boussu, Binche, Colfontaine, Dour, Erquelinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, La Louvière, Mons, Morlanwelz, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain et Soignies par l'accord de leur Conseils communaux, ainsi que la Province de Hainaut pour l'exécution du programme triennal d'actions 2014-2016 ;

Considérant que la Commune de Jurbise décide de s'inscrire dans le protocole d'accord pour 2017-2019 (programme d'actions 2017-2019), et d'apporter sa participation financière au projet pour 2017-2018-2019 ;

Considérant que la participation financière annuelle au Contrat de Rivière du sous-bassin hydrographique de la Haine est calculée sur base du nombre d'habitants localisés dans le sous-bassin, à raison de 0,20 euros par habitant ;

Considérant que la participation de la Commune de Jurbise s'élèverait, sur base de cette participation financière par habitant localisés dans le sous-bassin dont question, à 818,20€ par an ;

Considérant que le Conseil communal doit désigner deux représentants à l'Assemblée générale du Comité de Rivière du Contrat de rivière du sous-bassin hydrographique de la Haine ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} . - De marquer son accord pour adhérer au Contrat de rivière du sous-bassin hydrographique de la Haine.

Article 2 . - D'apporter sa participation financière pour les trois années de la programmation, à savoir 2017, 2018 et 2019, à raison de 0,20 euros par habitant localisés dans le sous-bassin, hydrographique de la Haine, soit 818,20 € par an.

Article 3 . - De désigner Monsieur Vincent Dessilly en qualité de représentant effectif, ainsi que Monsieur Joël Delhaye en qualité de représentant suppléant à l'Assemblée générale du Comité de Rivière.

Article 4 . - De désigner Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général de la Commune de Jurbise, pour représenter la Commune à la signature de la convention de partenariat 2017-2019 avec l'ASBL du Contrat de rivière du sous-bassin hydrographique de la Haine.

Article 5. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'ASBL du Contrat de rivière du sous-bassin hydrographique de la Haine ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

6. Secrétariat – Délibération du Conseil de l'Action Sociale du 22 juin 2016 relative à la modification de l'article 135 du Statut administratif du personnel du CPAS de Jurbise – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil Communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration.

Vu la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976, notamment ses articles 27 §1, 33, 37, 42 alinéa 7, 46, 84 §1er, 111 et 112;

Vu le décret du 23 janvier 2014 du Parlement wallon , modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 06.02.2014), et notamment les articles 111 et 112 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 17.10.2011);

Vu la circulaire du 28 février 2014 du Ministre wallon des pouvoirs locaux et de la ville concernant la tutelle sur les actes des centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Vu le protocole d'accord du 20 juin 2016 conclu à l'issue de la séance de concertation entre la Commune et le CPAS ;

Vu le protocole d'accord conclu à l'issue de la séance de négociation syndicale du 20 juin 2016, portant sur la mise en place d'un mécanisme d'allocations compensatoires aux prestations effectuées le dimanche et les jours fériés, le samedi en journée, le matin et le soir, par les aides familiales du CPAS de Jurbise (en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2016 relatif aux services d'aide aux familles et aux aînés) ;

Considérant que l'implémentation de ce mécanisme nécessite également l'adaptation du Statut administratif du personnel du CPAS de Jurbise, et plus précisément de son article 135, et ce comme suit : *« Les Travailleurs qui fournissent des prestations en dehors de leurs heures habituelles de travail peuvent bénéficier d'un congé compensatoire, sauf s'ils perçoivent pour les mêmes heures une allocation pour prestations exceptionnelles ou pour prestations effectuées le dimanche et les jours fériés, le samedi en journée, le matin et le soir ainsi que les prestations effectuées pendant la nuit, telles qu'elles sont prévues au statut pécuniaire du personnel du Centre »* ;

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du CPAS de Jurbise, en séance du 22 juin 2016, adoptant la proposition d'adapter l'article 135 du Statut administratif du personnel du CPAS de Jurbise dans ce sens ;

Considérant que cette disposition ne viole pas la loi et ne porte pas atteinte à l'intérêt général ;

Considérant que la délibération du Conseil de l'action sociale du CPAS de Jurbise susmentionnée a été approuvée à l'unanimité par les Conseillers de l'Action Sociale présents en séance du 22 juin 2016 ;

Après en avoir délibéré;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1: D'approuver la délibération du 22 juin 2016 du Conseil de l'Action Sociale du CPAS de Jurbise modifiant l'article 135 du Statut administratif du personnel du CPAS de Jurbise, de telle manière à intégrer, dans ce Statut, le mécanisme des allocations compensatoires aux prestations effectuées le dimanche et les jours fériés, le samedi en journée, le matin et le soir, par les aides familiales du CPAS de Jurbise.

Article 2: De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier pour disposition, ainsi qu'aux Autorités du CPAS de Jurbise.

7. Secrétariat – Délibération du Conseil de l'Action Sociale du 22 juin 2016 relative à l'insertion d'un article 47 quater au Statut pécuniaire du personnel du CPAS de Jurbise – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil Communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration.

Vu la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976, notamment ses articles 27 §1, 33, 37, 42 alinéa 7, 46, 84 §1er, 111 et 112;

Vu le décret du 23 janvier 2014 du Parlement wallon , modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 06.02.2014), et notamment les articles 111 et 112 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 17.10.2011);

Vu la circulaire du 28 février 2014 du Ministre wallon des pouvoirs locaux et de la ville concernant la tutelle sur les actes des centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Vu le protocole d'accord du 20 juin 2016 conclu à l'issue de la séance de concertation entre la Commune et le CPAS ;

Vu le protocole d'accord conclu à l'issue de la séance de négociation syndicale du 20 juin 2016, portant sur la mise en place d'un mécanisme d'allocations compensatoires aux prestations effectuées le dimanche et les jours fériés, le samedi en journée, le matin et le soir, par les aides familiales du CPAS de Jurbise (en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2016 relatif aux services d'aide aux familles et aux aînés) ;

Considérant que l'implémentation de ce mécanisme nécessite également l'adaptation du Statut pécuniaire du personnel du CPAS de Jurbise, en y intégrant un article 47 quater, comme suit : *« Les aides familiales qui prestent au domicile d'un bénéficiaire des heures inconfortables bénéficient d'un supplément de salaire horaire de :*

- *20% pour les heures prestées entre 6 et 8 heures du matin ou entre 18 et 20 heures du soir*
- *35% pour les heures prestées entre 20 et 21 h 30 du soir*
- *26 % pour les heures prestées le samedi (y compris pour la distribution des repas à domicile)*
- *56 % pour les heures prestées le dimanche ou un jour férié.*

Les suppléments pour les heures inconfortables ne peuvent pas être cumulés mutuellement. Le supplément le plus élevé est d'application en fonction des heures inconfortables exécutées. »

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du CPAS de Jurbise, en séance du 22 juin 2016, adoptant la proposition d'intégrer un article 47 quater au Statut pécuniaire du personnel du CPAS de Jurbise dans ce sens ;

Considérant que cette disposition ne viole pas la loi et ne porte pas atteinte à l'intérêt général ;

Considérant que la délibération du Conseil de l'action sociale du CPAS de Jurbise susmentionnée a été approuvée à l'unanimité par les Conseillers de l'Action Sociale présents en séance du 22 juin 2016 ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1: D'approuver la délibération du 22 juin 2016 du Conseil de l'Action Sociale du CPAS de Jurbise proposant l'intégration d'un article 47 quater au Statut pécuniaire du personnel du CPAS de Jurbise, de telle manière à prévoir, dans ce Statut, le mécanisme des allocations compensatoires aux prestations effectuées le dimanche et les jours fériés, le samedi en journée, le matin et le soir, par les aides familiales du CPAS de Jurbise.

Article 2: De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier pour disposition, ainsi qu'aux Autorités du CPAS de Jurbise.

8. Marchés publics – MP 2016-14-SG relatif à l'achat de divers formats d'enveloppes et de papier A4 avec logo et entête pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

*Madame Senecaut demande quel est le profil des soumissionnaires qui seront consultés pour cette procédure.
La Présidente l'informe qu'il s'agira d'imprimeurs.*

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-14-SG relatif au marché "Achat de divers formats d'enveloppes et de papier A4 avec logo et entête pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise" établi par le Directeur général ;

Considérant que ce marché est divisé en 2 lots :

* Lot 1 (Administration communale), estimé à 9.090,90 € hors TVA ou 10.999,99 €, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (CPAS de Jurbise), estimé à 2.000,00 € hors TVA ou 2.420,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 11.090,90 € hors TVA ou 13.419,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2016, article 104/123-02, 421/123-02, 722/12302, 762/12302, 764/12302 et 84010/123-02, ainsi qu'aux articles 104/123-02, 8013/123-02, 8015/123-02, 831/123-02, 8351/123-02, 8352/123-02, 837/123-02, 8441/123-02, 8443/123-02, 8445/123-02, 8449/123-02 et 8451/123-02 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016-14-SG et le montant estimé du marché "Achat de divers formats d'enveloppes et de papier A4 avec logo et entête pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées

comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 11.090,90 € hors TVA ou 13.419,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2016, article 104/123-02, 421/123-02, 722/12302, 762/12302, 764/12302 et 84010/123-02, ainsi qu'aux articles 104/123-02, 8013/123-02, 8015/123-02, 831/123-02, 8351/123-02, 8352/123-02, 837/123-02, 8441/123-02, 8443/123-02, 8445/123-02, 8449/123-02 et 8451/123-02.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure, et transmise pour information au CPAS de Jurbise.

9. Culture – Règlement de location et de mise à disposition des salles communales de Jurbise. Proposition de dérogation au bénéfice de la troupe patoisante « El Binte à Biritt » - approbation

Après la présentation de ce point par l'Echevine de la Culture, Monsieur Breuse précise qu'il ne prendra pas part au vote compte tenu de son appartenance à la troupe « El Binte à Biritt ».

Monsieur Delhaye demande pourquoi la dérogation sollicitée ne vise que les répétitions de ladite troupe. La Présidente l'informe que l'objectif est d'appliquer le même régime que celui appliqué à la Fanfare de Jurbise et à l'Harmonie de Vacresse, qui bénéficient de la gratuité des mises à disposition pour la tenue de leurs répétitions, mais pas pour leurs représentations.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

Attendu que, suite aux courriers des 18 et 30 juin 2016 de la troupe « EL BINTE A BIRITT », représentée par Monsieur LECLERCQ Ruddy demeurant rue de Baudour, 13 à 7050 Herchies, il est proposé de mettre la salle dénommée « La Vacressoise » à disposition de la troupe, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation de ses répétitions en vue de la présentation d'un spectacle donné les 28,29 et 30/10/2016 ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité totale du prix de location à l'occasion des dates de répétition ;

Considérant que cette gratuité accordée pour l'organisation des répétitions de la troupe n'exonère pas celle-ci du paiement du droit de location pour l'occupation de la salle à l'occasion des représentations qui seront données les 28, 29 et 30/10/2016 ;

Considérant que cette gratuité se justifie par l'intérêt communal de la manifestation concernée, cette troupe étant la seule à proposer des activités théâtrales sur l'entité de Jurbise depuis de nombreuses années, assurant ainsi le maintien et la sauvegarde du patois local ;

Sur proposition du Collège Communal, en ses séances des 27 juin et 5 juillet 2016 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : De mettre gracieusement à disposition de la troupe « EL BINTE A BIRITT », représentée par Monsieur LECLERCQ Ruddy demeurant rue de Baudour, 13 à 7050 Herchies, la salle dénommée « La Vacressoise », afin de lui permettre de mener à bien l'organisation des répétitions en vue de la présentation d'un spectacle donné les 28,29 et 30/10/2016.

Article 2 : Cette gratuité se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 3 : Cette gratuité accordée pour l'organisation des répétitions de la troupe n'exonère pas celle-ci du paiement du droit de location pour l'occupation de la salle à l'occasion des représentations qui seront données les 28, 29 et 30/10/2016.

Article 4 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

10. Travaux – Amélioration de la rue Valère Letot – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le projet de modification du Plan Communal d'Investissement Communal de Jurbise, établi par le service des travaux de la Commune, et reposant sur :

- 1) L'amélioration et l'égouttage des rues du Faux Bois et Fort Joniau ;
- 2) L'amélioration de la rue Valère Letot ;

Vu l'approbation de la modification du Plan d'Investissement Communal (PIC) 2013–2016 par le Conseil communal du 07 juillet 2015 ;

Vu le courrier du 18 décembre 2015 du Service Public de Wallonie, Département des Infrastructures Subsidées, approuvant la modification du Plan d'Investissement Communal ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Amélioration de la rue Valère Letot" a été attribué à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu ;

Considérant le cahier des charges N° AC/1160/2016.0002 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 535.927,84 € hors TVA ou 648.472,69 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le coût portant sur l'amélioration de la rue Valère Letot, concerne des travaux communaux susceptibles d'être subsidiés ;

Considérant que l'estimation du subside régional s'élève à 320.261,29 € TVA comprise sur un montant total de 648.472,69 € TVA comprise ;

Considérant que l'investissement minimum propre de la Commune doit être équivalent à la dotation régionale ;

Considérant qu'au total, la part que la Commune devra supporter dans ces travaux s'élèvera donc à 328.211,40 € TVA comprise (648.472,69 € - 320.261,29 €) ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 12 juillet 2016, obtenu en date du 15 juillet 2016, et qu'il s'avère positif ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/735-60 (n° de projet 20160041) et sera financé par emprunt et par subsides ;

DECIDE, à l'unanimité,

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° AC/1160/2016.0002 et le montant estimé du marché "Amélioration de la rue Valère Letot", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 535.927,84 € hors TVA ou 648.472,69 €, TVA comprise.

- Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.
- Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/735-60 (n° de projet 20160041).
- Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

11. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos :

Avant d'entamer le huis clos, Madame Senecaut demande au Collège communal s'il serait envisageable d'intervenir au sujet de la problématique de stationnement au carrefour entre la RN 56 et la rue des Bruyères. Deux accidents sont survenus le même jour voici peu, la visibilité étant plus que limitée de par la faute des véhicules stationnant aux abords des salons de coiffure et des établissements de restauration italienne.

La Présidente lui confirme que la Commune interviendra à ce propos et l'informe, avec le Directeur général, d'interventions déjà menées sur les lieux au cours des mois écoulés (panneau de publicité déplacé et refus quant à l'établissement d'une friterie au carrefour entre la RN 56 et la rue du Grand Jour).

12. Approbation du procès-verbal de la séance du 28 juin 2016 – partie huis clos – approbation

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant à huit clos,
Approuve le procès-verbal de la séance du 28 juin 2016, partie huis clos, avec 15 voix
« pour » et 2 « abstentions »**

13. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente lève la séance à 20h15.

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,